

# La Mort qui rôde aux portes du Sommet

Août 2002

A l'heure où des milliers de délégués convergent vers Johannesburg pour participer au Sommet Mondial sur le Développement Durable, 13 millions de personnes doivent faire face à une sévère pénurie alimentaire et une famine dans les régions avoisinantes de l'Afrique Australe. Cette crise peut être attribuée à plusieurs causes. Une d'entre elles est l'échec de 15 années de réformes agricoles réalisées par la Banque Mondiale et le FMI pour stimuler la croissance agricole et assurer la sécurité alimentaire. La communauté internationale doit immédiatement répondre à la crise alimentaire des populations de l'Afrique Australe. Elle doit également embrasser une nouvelle approche décisionnaire sur le plan agricole qui privilégie la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté.

 **POUR UN COMMERCE  
ÉQUITABLE**

 **Oxfam**

## Résumé

A l'heure où des milliers de délégués convergent vers Johannesburg pour débattre de l'avenir du développement durable, presque 13 millions de personnes en Afrique Australe doivent faire face à une sévère pénurie alimentaire et à la famine.<sup>i</sup>

Le problème des 'peuples, de la planète et de la prospérité' est au cœur du sommet des Nations Unies, et pourtant Johannesburg se trouve être aussi la plaque tournante de milliers de tonnes de ravitaillement en aide alimentaire provenant des Nations Unies. Il est difficile d'imaginer un exemple plus frappant de l'échec du développement que la crise qui se trouve aux portes de ce sommet.

La crise alimentaire a de nombreuses causes, dont l'importance varie en fonction des pays. Le climat, la mauvaise gouvernance, l'IVH/SIDA, le fardeau de la dette<sup>ii</sup> et l'effondrement des services publics ont tous été des facteurs y contribuant. Toutefois, une des raisons principales de la crise alimentaire est le fiasco des politiques agraires. Ce document se pose la question de savoir pourquoi, après des années de réformes dans le secteur agricole conçues par la Banque Mondiale et le FMI, le Malawi, la Zambie et le Mozambique doivent faire face à une insécurité alimentaire chronique. La réponse toute simple est que les institutions financières internationales ont conçu des réformes agraires sans analyser préalablement les impacts qu'elles pourraient avoir sur la pauvreté et la sécurité alimentaire des pays concernés. Loin d'améliorer la sécurité alimentaire, la Banque Mondiale et le FMI ont inspiré des politiques qui ont encore davantage vulnérabilisé les exploitants agricoles déjà démunis.

Les politiques agricoles promues par la Banque Mondiale et le FMI devaient rapidement substituer à l'inefficacité et à la corruption des interventions étatiques les prestations du secteur privé. Il est indubitable qu'une réforme agraire était nécessaire, ou que le secteur privé se devait jouer un rôle majeur pour promouvoir la croissance agricole. Toutefois, la mise en application de politiques de libéralisation de schéma identique, sans considération pour la diversité contextuelle, n'a pas réussi à stimuler cette croissance. Au contraire, ces politiques ont exacerbé l'exclusion économique des personnes pauvres tout en compromettant davantage leur sécurité alimentaire. De nombreux dirigeants mondiaux rassemblés à Johannesburg partagent la responsabilité de ces politiques. Ils contrôlent les organisations ayant recommandé ces politiques de rapide libéralisation agricole. Parallèlement, ils ont accordé d'énormes subventions à leurs propres exploitants agricoles, affichant de façon stupéfiante leurs doubles standards.

La capacité des gouvernements à combattre cette crise est compromise davantage par le fardeau du remboursement de leurs dettes à la Banque Mondiale, au FMI et aux pays riches. En 2002, le remboursement de ces dettes aura absorbé jusqu'à 23 pour cent des revenus du Gouvernement zambien. Les dépenses du Malawi sur le service de la dette sont égales à ses dépenses de santé.

La politique agricole nécessite une nouvelle approche. Les gouvernements doivent prendre l'initiative et concevoir des politiques agricoles qui s'inscrivent dans un contexte de développement national élargi et dans le cadre de stratégies de réduction de pauvreté, accompagnées d'une participation totale des parlements, des représentants des petits exploitants agricoles et des groupes de société civile. Aucune réforme structurelle ne devra être entreprise sans une analyse préalable de l'impact sur la sécurité alimentaire et la pauvreté. Les prochaines recommandations politiques de la Banque Mondiale et du FMI devront s'appuyer en premier lieu sur des considérations de sécurité alimentaire et des intérêts des personnes pauvres. Les conseils sur les politiques à adopter devront se baser sur des évaluations préalables et continues de l'impact de ces politiques sur la pauvreté et la sécurité alimentaire.

## Recommandations

- 1 **Obligations des analyses d'impact:** les donateurs, en particulier la Banque Mondiale et le FMI, devraient suspendre toutes les conditions de prêt promouvant une plus grande libéralisation de l'agriculture au Malawi, en Mozambique et en Zambie, jusqu'à ce que des Analyses de l'Impact Social et sur la Pauvreté (PSIA) des réformes des politiques agricoles soient effectuées. Ces analyses de l'impact devraient examiner les politiques déjà en vigueur et les nouvelles

propositions, et recommander les meilleures politiques garantissant à long terme la sécurité alimentaire et les moyens d'existence durables des femmes et des hommes vivant dans la pauvreté. Les donateurs devraient accorder leur appui aux gouvernements en initiant et conduisant ces analyses de l'impact.

- 2 **Garantir la sécurité alimentaire:** les donateurs, en particulier la Banque Mondiale et le FMI, devraient reconnaître les systèmes étatiques transparents que le Malawi, le Mozambique et la Zambie sont en train de développer pour garantir la sécurité alimentaire et prévenir l'apparition de nouvelles famines et les soutenir dans leurs efforts. Cela devrait inclure des réserves de vivres en Zambie et au Malawi gérées non commercialement et destinées à la sécurité alimentaire.
- 3 **Un rôle pour les gouvernements:** les donateurs devraient reconnaître le rôle actif que les gouvernements devraient jouer dans la conception de réformes de marchés qui soutiennent le développement rural. Des politiques appropriées pourraient inclure une réforme agraire, une diversification agricole, des prestations de crédits et de subventions ciblées pour les intrants agricoles, le développement d'infrastructure de commercialisation, la stabilisation des prix, et des institutions offrant des services d'informations et d'extension efficaces.
- 4 **Fournir l'aide alimentaire:** les pays riches doivent fournir une aide alimentaire immédiate s'ils veulent empêcher des millions de personnes de mourir de faim dans toute l'Afrique Australe. Les donateurs ont actuellement promis moins d'un quart des vivres demandés par le Programme d'Alimentation Mondiale.
- 5 **Suspendre les remboursements des dettes:** on devrait accorder au Malawi, au Mozambique et à la Zambie une suspension immédiate des remboursements des dettes qui s'inscrivent dans le cadre de l'initiative des PPTTE.
- 6 **Soutenir une 'Boîte de Développement':** les pays industrialisés devraient appuyer l'inclusion d'une 'Boîte de Développement' dans l'accord de l'OMC sur l'Agriculture, qui permettrait aux pays pauvres de protéger, par le biais des tarifs et d'un soutien par des subventions ciblées, leurs cultures de base dans un objectif de sécurité alimentaire et de protection des moyens d'existence ruraux.
- 7 **Arrêter les pratiques de dumping:** les gouvernements du Nord, en particulier la Communauté Européenne et les Etats Unis, doivent cesser leur dumping agricole sur les marchés mondiaux. En particulier, ils doivent immédiatement décider d'un calendrier défini pour planifier la suppression graduelle des subventions à l'exportation et des crédits à l'exportation.

---

<sup>i</sup> Ces chiffres proviennent d' USAID Afrique Australe – Rapport de Situation 9, 26 Juillet 2002. Le chiffre total pour la région est de 12.7 millions.

<sup>ii</sup> Le Malawi, le Mozambique et la Zambie sont tous des pays PPTTE ont bénéficié d'un allègement de leurs dettes. Toutefois, le montant du service de la dette de la Zambie dépasse de 30 pour cent ses dépenses de santé, et le Malawi dépense autant sur le service de la dette que sur la santé. En 2001, le remboursement des dettes du Mozambique s'est monté à \$48m, de la Zambie à \$158m et du Malawi à \$59m.